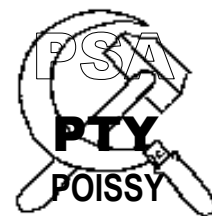


L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 06 février 2021

Un programme de lutte contre les catastrophes sanitaire et sociales !

Alors qu'il est toujours aussi difficile de se faire vacciner contre le Covid et que les livraisons des vaccins prennent du retard, Macron s'est réuni avec les labos pour leur faire promettre un peu plus de doses. Une promesse payée par des nouvelles subventions, car il s'agit de verser 300 millions d'euros supplémentaires aux patrons du secteur pharmaceutique. Pendant ce temps, Sanofi annonce que son dividende va dépasser les quatre milliards d'euros... et supprime 1 700 postes, dont 1 000 en France et 400 dans la recherche.

Pénuries, pénuries...

Alors qu'il y aurait enfin un moyen pour combattre l'épidémie, le système des brevets et la loi du profit freinent la production de vaccins. La pénurie de doses s'installe, après celle de matériel médical, de masques, de médicaments, de tests.

Pendant ce temps, dans les hôpitaux, les déprogrammations de soins continuent, augmentant les risques sur la santé. Toujours plus d'efforts sont demandés aux travailleurs de la santé. Et les projets de réorganisation hospitalière continuent : 300 suppressions de lits programmées avec le nouvel hôpital Paris-Nord, 150 à Marseille, etc.

La faute à qui ?

Dans les écoles, le gouvernement jure que les vacances de février ralentiront la circulation du virus. À la Toussaint, Blanquer affirmait pourtant l'inverse. Contraint d'admettre la réalité des contaminations en milieu scolaire, le ministre accuse les masques en tissu et renvoie à la « responsabilité individuelle ». Et les classes surchargées par manque de salles et de profs, les 1 800 postes supprimés à la rentrée 2021, c'est la faute à qui ? Dans la santé comme dans l'éducation, les moyens et le personnel qui manquent depuis longtemps deviennent désormais indispensables à la sécurité sanitaire. Mais le gouvernement n'en a que faire, et laisse encore une fois les travailleurs assumer la charge de la situation sanitaire.

Une politique taillée comme un costard de patron

Pour ce qui est de fliquer la population, en revanche, Darmanin et ses flics s'agitent sur ceux qui n'ont pas pu rentrer chez eux cinq minutes après 18 heures. La préfecture de police de Paris se félicitait d'avoir contrôlé 3 500 personnes vendredi dernier ! Métro, boulot, dodo, et surtout boulot ! Sinon une prune...

Les seuls qui échappent à ce tour de vis sont bien les grands patrons. Contrairement au virus, les restrictions gouvernementales s'arrêtent à leur porte. Le télétravail serait efficace pour réduire les contaminations, mais pour la ministre du Travail, pas question de manier le bâton contre les employeurs qui préfèrent l'exploitation en « présentiel ». Tout juste quelques gronderies devant les caméras.

Les intérêts de ces grands patrons exploitateurs et licenciés sont la seule boussole de la politique sanitaire et économique du gouvernement.

En avant pour nos intérêts de travailleurs

Tandis que les cadeaux continuent pour le patronat, l'indemnité de chômage partiel tombera, elle, de 84 % du salaire net à 72 % au 1^{er} mars. Entre ce chômage partiel au rabais et les plans de licenciement qui se multiplient, sous couvert de départs « volontaires » ou non, les travailleurs sont les seuls à payer cette crise.

Le gouvernement et les patrons font cause commune pour préserver les profits et gérer l'épidémie sur le dos de notre santé, de nos emplois, de nos salaires et de nos conditions de vie. Sur tous ces sujets, nous avons une voix à faire entendre. Pas un centime de notre poche ! Pas un poste en moins, pas un licenciement ! Ni jeunes ni retraités qui fassent la queue aux soupes populaires ! Réduction du temps de travail sans perte du salaire pour en finir avec le chômage ! Et embauche en fixe de tous les précaires.

Les profits accumulés par les grandes entreprises suffisent largement pour maintenir les rémunérations et partager le travail entre tous, pour mettre les moyens qu'il faut, c'est-à-dire des embauches, dans la santé et la production de vaccin, dans l'éducation et dans tous les services essentiels. Ceux qui luttent contre les licenciements à TUI, Total Grandpuits et Sanofi montrent la voie.

Ils en demandent toujours puce

Paralysées par une pénurie de puce, plusieurs usines automobiles dans le monde ont du fermer. C'était le cas de Sochaux samedi dernier. Voilà qui n'a pas déplu à nos collègues ouvriers régulièrement forcés à travailler 6 jours sur 7.

Mais dans ce monde capitaliste ce sont les plus offrants (industrie informatique) qui sont servis en priorité. Pas la peine qu'on se décarcasse à tenir des délais infaisables quand leur politique du flux tendu et de rognage sur les prix d'achat mène au blocage.

Kenitravaille et tais-toi !

Fin janvier les ouvriers de l'usine de Kenitra au Maroc ont massivement fait grève pour dénoncer leurs salaires gelés à 220 € par mois, les heures non payées, les primes non perçues et les conditions de travail désastreuses.

PSA croyait pouvoir compter sur une main d'œuvre docile et muselée par un régime autoritaire c'est raté ! D'ici à ce que les techniciens et ingénieurs du centre de R&D de Casablanca s'y mettent à leur tour et nous avec eux il n'y aurait qu'un pas. Nous avons le même patron face à nous et la grève est une langue internationale.

Milliards pour les uns, chômage pour les autres

Selon l'Insee, 360 000 emplois salariés ont été détruits en 2020 dans le secteur privé. Les jeunes et les précaires ont été les premiers, puis les salariés en CDI ont suivi avec les plans de suppression de postes et de départs soi-disant « volontaires ». 2,9 millions de salariés sont encore au chômage partiel, avec un revenu souvent amputé. Pire, à partir du 1^{er} mars, l'indemnité versée par l'État passera de 84 % à 72 % du salaire.

Les milliards distribués aux grandes entreprises par l'État servent à financer les restructurations. Les actionnaires l'ont bien compris : les cours boursiers retrouvent leur niveau euphorique de la fin 2019.

Contre ces suppressions d'emplois, des travailleurs résistent, comme à Total Grandpuits. C'est en regroupant les forces de tous les salariés menacés qu'il sera possible d'empêcher les patrons de sacrifier des emplois pour gonfler leurs profits.

Un pauvre, ça banque illico

L'émission *Cash Investigation* de jeudi dernier a mis la lumière sur la manière dont les banques s'enrichissent sur le dos des plus fragiles. Perte d'emploi, maladie : il suffit de peu pour perdre des revenus. C'est alors que les banques vous enfoncent la tête sous l'eau à coups d'agios, de « commissions d'intervention » et autres « frais d'incident ». Et

cela rapporte : quelque 6,5 milliards d'euros, rien que pour les frais d'incident !

Une fois au fond du gouffre, une société de recouvrement continue de faire raquer à coups de fausse empathie et de harcèlement. De vraies méthodes de banksters !

Sanofric soigne ses actionnaires

Sanofi va supprimer 1700 postes en Europe, dont un millier en France. Cela ne va pas aider à développer ou à produire des vaccins... Les salariés et la population n'ont qu'à se débrouiller, ce qui compte c'est que l'entreprise a annoncé une progression de ses bénéfices de 340 % sur l'année 2020 !

De quoi maintenir les emplois déjà existants et en créer de nouveaux pour supporter la charge de travail ? Pas du tout ! Sanofi préfère arroser ses actionnaires, en leur versant plus de quatre milliards de dividendes... Ces patrons qui jouent avec la santé publique se croient tout permis, mais ils pourraient bien en rabattre, car sur plusieurs sites Sanofi, les salariés commencent à faire entendre leur colère.

À droite décomplexée, extrême droite relaxée

Éric Zemmour, qui déclarait l'année dernière que Pétain avait sauvé des juifs, a été relaxé par le tribunal de Paris. Minimiser les crimes commis par l'État français pendant sa période vichyste, c'est scandaleux. Autant que les discours haineux que propagent les idéologues de l'extrême droite dans les grands médias, Zemmour le premier, en toute impunité.

Racisme, sexisme, homophobie : ces préjugés dont Zemmour, Le Pen ou Darmanin ont fait leur fonds de commerce, servent à nous diviser. Si la justice française s'en satisfait, nous devons, nous, les combattre avec d'autant plus de résolution.

Pour nous suivre en télétravail :

www.convergencesrevolutionnaires.org



Convergences Révolutionnaires

NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

Lisez, partagez et abonnez-vous à la presse révolutionnaire !

Retrouvez notre dossier sur les vaccins dans le dernier numéro 135 de notre revue Convergences

Révolutionnaires sur le site :

convergencesrevolutionnaires.org.

Et chaque semaine, un point de vue militant du NPA sur l'actualité : lanticapitaliste.org et sa version papier

L'anticapitaliste.